

ATTAC et l'altermondialisme

• <i>ATTAC, c'est qui ?</i>	<i>p. 1</i>
• <i>Les idées et le programme</i>	<i>p. 3</i>
• <i>Une base populaire, pour quoi faire ?</i>	<i>p. 5</i>
• <i>La démocratie nouvelle n'est pas au rendez-vous</i>	<i>p. 6</i>
• <i>Attac et l'histoire du mouvement ouvrier</i>	<i>p. 7</i>
• <i>Un capitalisme contre un autre ?</i>	<i>p. 10</i>
• <i>Attac en France et dans le monde</i>	<i>p. 12</i>
• <i>Attac et l'extrême-gauche</i>	<i>p. 13</i>
• <i>Encore un effet de l'effondrement de l'URSS</i>	<i>p. 15</i>

ATTAC, C'EST QUI ?

Un nouveau mouvement d'opposition social a pris place dans le paysage politique en quelques années, les alter-mondialistes. En France, ce mouvement est surtout apparu sous la forme de deux organisations d'apparence très éloignées et différentes, ATTAC, et la Confédération Paysanne, animée notamment par José Bové. Mais nous verrons rapidement que ce mouvement alter-mondialiste dépasse ces seules organisations. Il a été capable de rallier des dizaines d'autres organisations, actives dans des domaines tout aussi différents, et présentes aussi bien dans les pays dominants que dans les pays dominés du système capitaliste.

ATTAC est né en 1998, à la suite de l'éditorial du Monde Diplomatique de décembre 1997. Le Collège des fondateurs comprend 14 personnes, dont le journaliste Daniel Mermet, l'écrivain Viviane Forrester, auteur de « L'horreur économique », l'économiste du PCF Jacques Nikonoff, la « politologue » Susan George (« Le rapport Lugano »), Gisèle Halimi, René Passet, Ignacio Ramonet du Monde Diplomatique. S'y ajoutent des associations, au nombre d'une cinquantaine. On y trouve des journaux : Le Monde Diplomatique, Alternatives économiques, Politis, Témoignage Chrétien, Charlie Hebdo ; des éditeurs : Goliath, Raisons d'agir.

On a également des associations qui agissent sur le terrain des chômeurs, de l'aide aux immigrés : AC !, l'APEIS, CEDETIM, MNCP. D'autres sur l'avortement : la CADAC. Ou le logement : Droits devant, Droit au Logement.

Puis un grand nombre de syndicats, mais presque jamais dans le monde ouvrier : Syndicat de la Médecine Générale, Syndicat de la Magistrature, SNUI Syndicat Unifié des Impôts, la Confédération Paysanne. Les enseignants sont en position de force : SNUIPP (Instituteurs et professeurs des écoles). SNES (Enseignement secondaire) SNESup (Enseignement supérieur), la FSU, l'UNEF (Union nationale des étudiants de France). Quelques fédérations syndicales aussi : UGICT-CGT (Ingénieurs, cadres et techniciens CGT), la Fédération des Finances CGT, l'Union syndicale Groupe des 10.

Il y a tout de même quelques organisations syndicales qui comprennent une part de travailleurs de la masse ouvrière, la FGTE-CFDT (Transports et Equipement CFDT), la Fédération des Banques CFDT, SUD-PTT. Mais elles sont représentées par des syndicalistes qui n'ont pas du tout comme souci de représenter la masse ouvrière en tant que telle. Ces dirigeants syndicaux sont avant tout ou ont été en opposition avec la direction de leur organisation syndicale. Car ces vingt dernières années, les occasions se sont multipliées où les directions des syndicats ont ouvertement trahi les intérêts de leurs membres. Et ils auraient perdu un grand nombre d'adhérents si ces oppositions ne s'étaient pas créées.

Il ressort plusieurs choses de cette longue liste. Tout d'abord, ceux qui dirigent, que ce soit formellement, ou sur le plan du programme et des idées, sont issus avant tout du monde intellectuel, enseignants, journalistes, économistes. Et puis, d'une certaine manière, le mouvement n'a pas une direction à proprement parler. Il rallie plutôt des gens et des organisations qui agissaient avant l'existence de ce mouvement, isolément, et qui continuent d'avoir cette existence indépendante. Mais ils se montrent capables, du moins à certains moments, d'agir ensemble, et de montrer alors une certaine efficacité.

En fait, la caractéristique de ATTAC, et on le verra bientôt de ses consœurs dans les autres pays, c'est ce fonctionnement dit « en réseau ». Si un problème concerne beaucoup de monde, beaucoup de monde s'y retrouve. C'est donc logiquement les occasions où étaient dénoncés les effets globaux de la mondialisation qui ont regroupé de fait ces associations. Et c'est l'efficacité trouvée dans ces moments-là qui les a convaincus de pérenniser ce fonctionnement.

La chose est théorisée en ces termes, sur le site internet de Attac-France : « *La création du "Mouvement international pour le contrôle démocratique des marchés financiers et de leurs institutions" ... se constitue en réseau, sans structures "hiérarchiques", ni "centre" géographique. Pluraliste, il s'enrichit de la diversité de ses composantes et favorise l'action commune, sans limiter d'aucune façon la liberté d'intervention de chacun. Il vise à renforcer, à relier et à coordonner sur le plan international l'intervention de tous les partenaires qui se reconnaissent dans sa plate-forme. Il souhaite de même resserrer ses coopérations avec tous les réseaux dont les objectifs convergent avec les siens.* »

Cette capacité à fédérer des dizaines d'organisations dans des domaines très divers, de l'avortement à l'écologie, du logement au chômage, des OGM à la dette du tiers-monde, est à la fois une force et une faiblesse.

Une force parce que, quoi que veulent vraiment les dirigeants de ce mouvement, et quoi qu'ils disent, cette convergence contribue à montrer du doigt le système capitaliste dans son ensemble. Et ce faisant, elle apparaît comme un drapeau unitaire non seulement par-delà les frontières, y compris par-delà celles qui séparent le monde des pays riches de celui des pays appauvris par la domination capitaliste.

Mais cette organisation, en réseau, est aussi une faiblesse. Car il y a réseau et réseau. Certaines grandes firmes capitalistes multinationales ont choisi un fonctionnement en réseau. Les décisions sont alors le fruit d'une coopération entre plusieurs centres. Mais la comparaison s'arrête là. Car toutes les entreprises d'une telle firme multinationale ont un programme commun essentiel, permanent, qui régit leur activité 24h sur 24 : faire du profit au service de leur entreprise commune. Pas besoin d'édicter des règles pour elles, une discipline

évidente en découle, obligatoire. Et tous les membres obéissent à une stricte discipline au service de la cause de l'entreprise.

Le mouvement alter-mondialiste, lui, dit refuser toute discipline. En réalité, il serait bien incapable d'édicter une discipline. Car toute discipline ne vaut que pour un programme commun d'idées et d'action. Mais ce mouvement n'a ni l'un ni l'autre. Le seul dénominateur commun à toutes les organisations qui y sont acceptées, c'est le réformisme, le refus de la révolution sociale. Ce qui ne suffit quand même pas à les lier entre elles d'une manière profonde.

Alors, chaque action d'envergure proposée par ce courant ne peut être qu'un pari. Si elle plaît, si elle fait « converger » assez de monde, elle a une chance de succès. Sinon, il y aura aussi des échecs cuisants. Ainsi, l'action dans la rue lors de la réunion de l'OMC à Cancun au cours de l'été 2003 a été un échec relatif. S'il ne s'est pas trop vu, c'est que la Conférence officielle entre représentants des gouvernements, a été aussi un échec.

Et puis, lorsqu'elle est efficace, leur force brûle les doigts des dirigeants d'ATTAC. Car, nous allons le voir plus précisément, leur programme est tout sauf de s'en prendre au système capitaliste lui-même. Leur programme, et c'est également le dénominateur commun au niveau idéologique entre toutes ces organisations, c'est de vouloir une amélioration du fonctionnement du capitalisme, pas son renversement.

LES IDEES ET LE PROGRAMME

Voici comment son premier président, Bernard Cassen, journaliste et directeur général du Monde Diplomatique, professeur à l'Université Paris 8, écrit l'histoire de ATTAC : « *Au printemps 1998, lorsque nous travaillions à la création d'Attac, les deux T centraux renvoyaient à la "taxe Tobin"...* » (dans : Attac %, Contre la dictature des marchés, ouvrage collectif, La Dispute Syllepse, VO Editions, imprimé en janvier 2002). Au départ donc, il s'agissait de reprendre cette idée de l'économiste Tobin : une taxe de 0,1%, soit 1 pour mille, qui serait imposée sur le marché international des changes des monnaies.

James Tobin, pourtant, est un économiste entièrement dévoué au système capitaliste. Il ne le critique en rien. Comme bien des économistes, il se met juste au service du système. Voici ce qu'il dit de lui-même : « *Je suis économiste et, comme la plupart des économistes, je défends le libre-échange. De plus, je soutiens le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), tout ce à quoi ces mouvements (Attac et les autres) s'en prennent* ». Au sujet de la taxe qu'il propose, il dit ceci : « *J'ai effectivement suggéré que les recettes de la taxe soient versées à la Banque mondiale. Cet impôt visait à limiter les fluctuations des taux de changes* ». Il ne s'agissait donc pas du tout de rétablir une quelconque justice, mais de tenter d'améliorer un des fonctionnements du monde de la finance capitaliste.

James Tobin a été conseiller de John Kennedy à la Maison Blanche en 1961-62. Et c'est après l'effondrement du système de Bretton Woods et le flottement généralisé des monnaies qu'il a proposé la taxe de son nom, pour stabiliser un peu, si c'est possible, le marché international des monnaies. Voilà donc le maître à penser qu'a choisi Attac à sa naissance : un capitaliste parmi d'autres.

Ensuite, les deux lettres de Attac ont changé de sens. « *Très rapidement*, écrit Bernard Cassen, *nous avons pris conscience que cet objectif (la taxe Tobin) ... n'est nullement la seule mesure envisageable pour maîtriser quelque peu les ravages du capital en folie... Nous avons fait signifier aux deux T en question « taxation des transactions », et Attac est ainsi devenue l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens ».*

« *Maîtriser quelque peu les ravages du capital en folie* », voilà donc le fond de ce la motivation de Bernard Cassen. Pourtant, bien avant lui, Marx avait démontré que le capitalisme ne pouvait être que fou et ravageur. Mais ce Monsieur ne prend pas la peine de démontrer que le capitalisme peut être autrement que fou et ravageur. Il nie tout le travail des générations précédentes, et postule comme s'il était le premier à vouloir le combattre, que l'on peut « maîtriser » le capitalisme.

En fait, on a bien l'impression que Attac était destiné à un autre objectif bien plus modeste que celui que les médias en ont donné. Il s'agissait effectivement de s'adresser aux dirigeants du monde, exactement comme l'avait fait Monsieur Tobin, pour leur donner humblement un conseil en économie. Rien de plus. Et c'est le succès imprévu, cette présence de dizaines d'organisations et surtout d'un certain nombre de gens avec elles, qui aurait poussé Bernard Cassen et les initiateurs d'Attac à revoir leur copie.

Les deux TT de Attac ont donc changé de sens. Mais Attac a-t-il changé de nature pour autant ? Se donner comme programme de « *taxer les transactions financières* », est-ce franchement mieux, plus juste, plus complet ou plus clair ? Si on y réfléchit deux secondes, il n'y a en réalité guère de différence. On peut même se demander si ce n'était pas simplement une décision de pure forme, monsieur Tobin étant en désaccord avec cette utilisation de son nom, et les gens d'Attac n'ayant même pas eu la correction de lui demander son accord au préalable.

Bernard Cassen prétend faire de Attac un « *mouvement d'éducation populaire* ». Dans ce cas, le nom même de l'organisation Attac indique au bon peuple que sa survie viendrait d'une taxation des capitaux financiers. Son sort ne pourrait s'améliorer qu'en réussissant à taxer, un peu, ces trafics de capitaux qui servent essentiellement à la spéculation.

Mais revendiquer cette taxation ne revient-il pas à légitimer cette activité ? Car ce que dit aussi Attac, c'est que l'argent qui serait récupéré par cette taxe pourrait servir à améliorer le sort des populations déshéritées dans le monde. On aurait donc un besoin absolument indispensable de la spéculation pour donner cette sorte d'espoir aux peuples ! Ne faudrait-il pas au contraire dénoncer rigoureusement la spéculation financière ?

Et à supposer qu'un jour une taxe de ce type entre effectivement en vigueur, qu'est-ce qui changerait ? Quelques milliards, au mieux quelques centaines de milliards d'euros ou de dollars ainsi prélevés seraient rendus disponibles. Mais qui en aurait la charge. Et on les attribuerait à qui ? James Tobin souhaitait que ce soit la Banque mondiale qui en ait le contrôle. Mais que ce soit elle ou un autre organisme international existant, ce serait remettre à la main droite de la grande finance mondiale ce qu'on lui a emprunté de la main gauche.

Et pour remettre aux destinataires le produit de la taxe, qu'en serait-il concrètement ? On verserait cet argent aux Etats ? Alors qu'on voit depuis longtemps comment ils récupèrent

à leur seul profit ou à celui des classes dirigeantes les capitaux qui proviennent des pays riches.

Si l'on est conséquent, on se poserait ce genre de questions : à qui donner le contrôle de cet argent, comment le faire parvenir aux populations, comment leur permettre d'exercer elles-mêmes leur contrôle, et décider elles-mêmes comment l'utiliser ?

Mais aucune de ces questions n'est posée ou discutée par Attac. Tout se passe comme si, en leur for intérieur, ses intellectuels et ses dirigeants continuent de se considérer en petit Tobin, ne pensant qu'à proposer leur solution aux dirigeants actuellement en place dans le monde, et pas du tout aux peuples.

UNE BASE POPULAIRE, POUR QUOI FAIRE ?

Attac a donc goûté aux charmes de disposer d'une certaine base populaire. Certaines manifestations organisées contre les grandes conférences mondiales des organisations comme l'OMC, ou auparavant l'AMI, lui ont montré que lorsque les manifestants sont là, l'on peut bénéficier de la publicité de la télévision dans le monde entier. Ce qui à son tour apporte un afflux d'adhésions, une force donc, sans laquelle son programme ne peut que rester lettre morte.

Mais là encore, il faut préciser les choses. Attac ne veut pas du tout utiliser l'action populaire comme le mouvement syndical ou le mouvement socialiste du 19^{ème} siècle par exemple le faisaient. Dans l'esprit des dirigeants à l'origine du mouvement ouvrier, cette action était destinée non pas à convaincre les dirigeants bourgeois de changer les choses, mais au contraire à enseigner aux masses populaires à se battre par elles-mêmes, puis à organiser elles-mêmes la prise en mains de leur destinée.

Attac ne donne pas au peuple cette place. Non, il s'agit de s'appuyer sur la sympathie qu'elle espère gagner parmi la population, pour convaincre les dirigeants bourgeois de mettre en application tel ou tel point de son programme.

Bernard Cassen se vante même d'avoir déjà obtenu une prise de conscience chez Chirac et chez Jospin : *« Le nouveau contexte ainsi créé (par l'action de José Bové et de Attac) a provoqué une prise de conscience tardive, mais malheureusement encore embryonnaire, chez des dirigeants jusque-là adeptes du consensus libéral. Toutes affaires cessantes et du Québec, le président de la République a fait part au monde de sa découverte de la contradiction entre les règles du commerce mondial et le principe de précaution. Le premier ministre, qui avait mis plus d'un an à comprendre que le projet d'AMI n'était pas acceptable, n'a pas été en reste. Il faut continuer à les aider (c'est nous qui soulignons), ainsi que leurs collègues des autres pays, à assimiler le caractère liberticide des « libertés » du capital (...) Les militants d'Attac, ceux des nombreuses organisations françaises –syndicats, associations, collectivités, publications- membres ou proches de l'association, ainsi que les réseaux et mouvements proches des quelque 80 pays présents aux Rencontres internationales de juin dernier ne ménageront pas leurs efforts pour leur éclairer le chemin. »*(ouvrage déjà cité : Contre la dictature des marchés)

L'objectif est bien d'aider à prendre conscience les dirigeants, c'est-à-dire ceux-là même qui sont déjà au service du monde capitaliste. Et pas d'armer le peuple pour qu'il trouve les moyens de se libérer par lui-même.

Si Attac et ses fondateurs ont cette attitude vis-à-vis des dirigeants du monde capitaliste, c'est que leur programme, la taxation des flux financiers, peut tout à fait être accepté et mis en place dans le cadre du système. Elle ne le met absolument pas en danger. Elle ne rogne même pas un peu les ailes à la toute puissance du capitalisme financier.

En réponse à Alain Minc qui s'en prenait dans Le Monde à Attac, Bernard Cassen écrivait (Le Monde 24/08/2001) pour le rassurer : « *On semble ne pas vous avoir informé non plus que cette taxe ne porte que sur un seul compartiment de l'activité spéculative, les transactions sur les marchés de devises, et pas sur l'ensemble des mouvements de capitaux. Elle n'aurait aucune incidence sur les taux d'intérêt fixés, eux, à partir d'autres paramètres. Simplement, les spéculateurs sur les monnaies gagneraient un peu moins d'argent. C'est ce qu'a parfaitement compris le mégaspéculateur George Soros : il préfère exercer son activité prédatrice de manière un peu moins rémunératrice, mais plus longtemps (...)* Ce qui montre bien que la taxe Tobin, ce que rappelle volontiers son concepteur, n'est en rien révolutionnaire. »

Les populations qui suivront Attac sont donc averties : la limite que pourra atteindre l'action d'un Bernard Cassen à la tête d'Attac, c'est que les spéculateurs « gagnent un peu moins d'argent ». Mais alors, on peut se demander ce qu'a à gagner ce peuple que Cassen veut éduquer avec ses idées ? Si ce n'est prendre les coups, pour que les marrons du feu soient tirés par une nouvelle couche d'économistes, que le pouvoir embaucherait et paierait pour son service.

LA DEMOCRATIE NOUVELLE N'EST PAS AU RENDEZ-VOUS

Depuis peu, Attac a changé de président. Mais Attac reste bien la même organisation, avec le même programme, et surtout le même objectif de conseiller actif auprès de la bourgeoisie.

Il est de bon ton parmi les chefs syndicaux et organisationnels des groupes qui constituent Attac ou qui en sont proches, de dire qu'il faut rompre avec les héritages du mouvement ouvrier, que le stalinisme en était l'aboutissement logique, et qu'ils se proposent, eux, d'inventer une autre forme d'organisation, une forme enfin démocratique.

Mais on a eu l'occasion d'en juger un peu, et de voir que Attac ne montre en rien un comportement interne particulièrement démocratique. Lorsque Bernard Cassen a décidé de quitter la présidence de l'organisation en mai 2002, c'est lui qui a désigné son successeur. Et pour que son choix personnel soit accepté, il a été clair et catégorique : pour ce qui concerne la manière de se choisir une direction pour Attac, pas question de choix en réseau, de liberté égale pour tous. « *Le plus grand danger que pourrait courir Attac serait d'avoir un président du type reine d'Angleterre (en clair un président pour la forme) (...)* Une telle situation transformerait le bureau, voire le conseil en un cartel de baronnies et de républiques autonomes » Et il a ajouté qu'il voyait « *ce risque derrière certaines propositions de fonctionnement de la direction plus informelles ou en réseau* ».

Le réseau, c'est donc juste bon pour en parler à l'extérieur. A la direction, l'on se méfie, et l'on veut garder les choses bien en mains. Jacques Nikonoff, le nouveau dirigeant d'Attac a un passé ouvrier. Il a quitté l'école au secondaire, pour travailler à 16 ans dans l'imprimerie, puis dans l'industrie, chez Norton, à La Courneuve. Délégué CGT, il habite la cité des 4000. Quand l'usine ferme, il se lance dans des études. Il monte dans l'appareil du PCF, où il arrive au collège exécutif.

Au cours de l'été 2003, Nikonoff a multiplié les attaques contre toute envie de se rapprocher de l'extrême-gauche. « *Nous ne sommes pas une organisation d'extrême-gauche* », répète-t-il. Il ne veut plus voir son organisation être liée à des actions violentes, et veut « *en finir avec des comportements inacceptables au niveau des comités locaux* ». Dans Le Monde du 23/8/2003, il déclare « *Nous sommes radicaux dans nos analyses et nos propositions. Mais nous voulons rester libres et indépendants et changer une image trop « gauchisante » qui ne correspond pas du tout à ce que nous sommes. Les violences qui sont commises à l'occasion de manifestations sont le fait de groupes extrêmement minoritaires qui n'ont rien à voir avec notre action. Il faut en finir avec une certaine complaisance qu'elles suscitent chez nous. Notre fonds demeure le débat d'idées* ».

Et, toujours dans la lignée de Bernard Cassen, il conclut cette interview par : « *Notre programme vise avant tout la reconquête des esprits, des catégories populaires principalement* ».

ATTAC ET L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER

Dans l'ouvrage déjà cité, « Attac % Contre la dictature des marchés », on trouve un article signé Dan Gallin édifiant. Il s'intitule « *Réinventer la politique du mouvement syndical* ». L'auteur y explique d'abord que « *les pays qui jouent un rôle important sur le marché du travail mondial, et qui déterminent les conditions du bas de l'échelle, sont ceux où les peuples sont sévèrement réprimés (par exemple la Chine, le Vietnam ou l'Indonésie) ou subissent les conséquences d'une répression sévère dans leur passé historique récent (Russie, Brésil, Amérique centrale) ; ou encore s'agit-il de (...) pays où les formes démocratiques sont observées, mais où les rapports de forces sociaux s'établissent selon des règles qui n'ont rien de démocratique, tels que l'Inde, le Mexique ou la Turquie.* » Et il affirme : « *Pour le mouvement ouvrier, les droits démocratiques ne sont pas une préférence culturelle : il s'agit d'un intérêt de classe fondamental, car c'est seulement dans la mesure où ces droits sont garantis que les travailleurs peuvent s'organiser pour défendre leurs intérêts et faire avancer un projet de société alternatif* ».

Attac est donc pour la défense des droits démocratiques, et même des droits des travailleurs ; mais pas pour que les travailleurs refassent la société eux-mêmes. Non, seulement pour qu'ils puissent soutenir leur projet, « *faire avancer un projet de société alternatif* », celui d'Attac évidemment.

Cette stratégie est loin d'être nouvelle. Depuis que la bourgeoisie a commencé de se développer sous le système capitaliste et jusqu'en 1848, on a vu de nombreuses fois une partie encore progressiste de cette bourgeoisie soutenir ainsi les droits de la classe ouvrière, jusqu'à la pousser à faire grève, et même à descendre dans la rue et à s'insurger. C'était un moyen pour elle de se donner une force de masse que, seule, cette fraction de la bourgeoisie n'avait pas du tout. Et cette force lui était indispensable pour parachever ses conquêtes politiques face

aux vieilles fractions dirigeantes aristocratiques, ou même face à la fraction de la bourgeoisie qui se satisfaisait de l'ordre déjà établi.

Mais une fois le pouvoir en place ébranlé ou mis à terre, on n'a jamais vu cette bourgeoisie pourtant encore progressiste satisfaire réellement les droits du monde ouvrier, des opprimés. Car le règne même de la bourgeoisie ne peut s'établir que sur une exploitation au contraire toujours plus élargie.

En 1848, d'ailleurs, la classe ouvrière avait osé, pour la première fois, réclamer son dû. Et il avait alors fallu à son prétendu protecteur bourgeois la mater, par une répression féroce, à coups de canon, en plein Paris. Après quoi plus aucune fraction de la bourgeoisie n'osa plus reprendre cette stratégie : la crainte du prolétariat l'avait emporté.

La bourgeoisie ne s'était pas trompée. A partir de 1848, année charnière dans l'histoire ouvrière et révolutionnaire européenne, le mouvement communiste va se développer. Ce mouvement a pour programme de donner le pouvoir au monde ouvrier, pour qu'il change les bases de la société capitaliste. On connaîtra en Europe la Commune de Paris de 1871, la Révolution russe et ses suites dans le centre et l'Ouest de l'Europe au début des années 1920. Finalement, la bourgeoisie perdit effectivement le pouvoir sur une partie du monde, et elle dut laisser se développer l'URSS, à la suite d'une révolution ouvrière et paysanne.

Le courant trotskyste, dont nous nous réclamons, dénonça immédiatement la réalité de l'URSS. Il dit haut et fort aux ouvriers, aux travailleurs que le nouveau régime soviétique était une usurpation, au service de couches sociales ne voulant plus faire avancer la révolution. Il décrivit les aspects dictatoriaux, d'autant que les trotskystes furent parmi les premiers à subir la répression stalinienne.

Mais, pendant 70 ans, c'est la fiction d'un Etat vraiment ouvrier en URSS, vraiment socialiste et communiste, qui l'emporta. Les voix sincèrement révolutionnaires furent étouffées, totalement minoritaires. Par contre, le soutien à une URSS faussement magnifique arrangeait bien du monde. D'abord, les appareils des partis communistes, qui recrutaient désormais parmi des couches sociales enrichies, l'aristocratie ouvrière et une partie de la petite-bourgeoisie. Ces partis conservaient un langage révolutionnaire en paroles, mais qui s'appuyait sur une réalité qui ne l'était pas, et c'était un programme parfait pour elle. L'existence même de l'URSS était pour ces couches sociales un moyen de pression pour obtenir de la grande bourgeoisie des améliorations de leur sort, et du sort de leurs organisations.

Et la bourgeoisie y souscrivit. Elle joua un certain jeu social. Oh, non pas de bouleverser le sort de tous les exploités, pas du tout. Mais elle accepta de laisser se développer pleinement une aristocratie ouvrière dans les pays capitalistes dominants, en Europe, au Japon, en Amérique du Nord. Et cette couche sociale relativement privilégiée ne se gêna pas pour prendre le monopole des organisations syndicales et politiques « de gauche », et faire entendre ses revendications assez fort pour qu'on n'entende plus celles des couches plus exploitées.

Ce jeu réussit : le danger des insurrections ouvrières recula au profit de la négociation, de la concertation, et autres alliances de classes. La bourgeoisie se rassura : l'URSS pouvait durer. Son existence permettait de développer un moyen politique et social de contrer le danger révolutionnaire, au sein même des métropoles du monde capitaliste. Ce qui ne

l'empêchait pas d'avoir comme programme à moyen terme d'en finir avec l'URSS. Car elle représentait sur la carte du monde une immense région qui restait étrangère à la pénétration de ses capitaux, à l'instauration de la loi du profit.

Une longue parenthèse s'est même ouverte à la fin de la seconde guerre mondiale. La présence de l'URSS et des pays qu'elle s'était annexée au cœur de l'Europe, pouvait paraître comme un modèle alternatif au capitalisme, d'autant que l'Europe occidentale était ravagée par les dégâts de la guerre (tout comme d'ailleurs le Japon, seconde région dominante du monde capitaliste). Aussi, les Etats-Unis, grands vainqueurs et désormais numéro un mondial du monde capitaliste avaient imposé une politique de taux bas, obligeant le monde bourgeois à une pratique limitée de la finance et de la spéculation. Des taux d'intérêt bas pour les banques centrales, cela signifie des Etats peu endettés, et qui peuvent se montrer relativement sociaux. Et c'est aussi une incitation à investir l'essentiel des capitaux vers la production et l'investissement industriel. Ce qui permet d'octroyer des augmentations de salaires.

Cependant, dès 1979, la décision de changer cette attitude est prise, simultanément aux USA et en Grande-Bretagne : la montée des taux d'intérêt des banques centrales des deux pays sera le signal d'un changement qui va toucher tous les aspects de la vie économique et sociale du monde ouvrier occidental. Tous les secteurs de la bourgeoisie se lancent dans la course à la spéculation facile. Et le monde de la finance va rapidement enfler, pour devenir dominant dans le système capitaliste lui-même.

La bourgeoisie l'a vérifié. Pas besoin de continuer à engraisser ouvertement l'aristocratie ouvrière qui s'était développée dans les périodes précédentes. L'écart déjà existant avec les plus opprimés suffit à maintenir chez elle la mentalité voulue, conservatrice, se sentant relativement privilégiée, donc désireuse de maintenir l'ordre social, et faisant de chacun de ses membres un efficace et actif soldat contre tout discours un tant soi peu révolutionnaire.

Pire, la bourgeoisie va choisir d'accroître cet écart désormais en frappant durement sur une partie ou l'ensemble des couches les plus pauvres. Les pauvres, la précarité, la misère se développent alors parmi une partie notable de la population dans les grandes villes du monde occidental.

Et le fossé s'est donc élargi entre les conditions même délaissées voire dégradées faites à l'aristocratie ouvrière (garantie d'un emploi, garantie de retrouver un emploi si la boîte a un pépin grâce à sa qualification, meilleures conditions financières, meilleures conditions de travail, meilleures conditions morales et de considération sociale). Ce fossé se creusant, la bourgeoisie peut se permettre de rogner aussi sur les conditions faites à l'aristocratie ouvrière ; celle-ci lui reste au fond fidèle, globalement.

Peu après, au tout début des années 1990, ce fut cette fois l'effondrement de l'URSS. Cela ne fit que confirmer et aggraver l'orientation déjà prise en 1979. Tout le jeu subtil qui s'était établi entre classe ouvrière, URSS, aristocratie ouvrière, bourgeoisies, devint alors définitivement caduc. Rapidement, les dirigeants politiques bourgeois subirent, naturellement, la pression des affairistes capitalistes qui n'ont jamais cessé de souhaiter une exploitation accrue, pour faire des profits toujours plus gros.

Les raisons de satisfaire l'aristocratie ouvrière n'avaient plus lieu d'être, sauf la crainte de grèves pouvant renaître en cas de refus de satisfaire ses appétits. Mais des grèves, des

luttres, sans l'existence de l'URSS comme appui ne serait-ce que moral, cela n'avait plus le même sens ni la même force. Et la bourgeoisie osa faire le pas de prendre à rebrousse poil sa propre aristocratie ouvrière. On l'a vu, une fraction des dirigeants bourgeois n'ont pas attendu l'effondrement effectif de l'URSS pour entamer le nouveau cours de ce point de vue, dès le début des années 1980.

La bourgeoisie n'a pas décidé d'éliminer l'aristocratie ouvrière. Sa présence reste pour elle une garantie sur le long terme. Mais elle a cessé de mettre son Etat à sa disposition pour la soutenir. Alors qu'avant 1979-1982, les organisations syndicales ou liées à elles bénéficiaient de l'arrivée au gouvernement d'équipes politiques liées à elles, ce ne sera désormais plus le cas dans aucun des pays capitalistes dominants après le tournant pris à cette période.

Une seule exception peut-être, mais qui confirmerait la règle : celle des organisations politiques révolutionnaires qui n'ont encore jamais participé à la gestion gouvernementale. Là, et là seulement, on peut à certains moments déceler des appels du pied à une intégration. Ces organisations reçoivent désormais des subsides financiers, sous le prétexte qu'elles participent à la vie électorale. Et régulièrement, des politiciens en place font des appels du pied pour une intégration visiblement souhaitée, de manière à ne laisser aucune organisation vierge de cette participation gouvernementale qui aliène définitivement ceux qui l'ont pratiquée.

En tout cas, le changement d'attitude de la bourgeoisie envers les organisations ouvrières, et envers l'aristocratie ouvrière, Attac en a bien pris conscience. Dan Gallin le dit ainsi : *« Il est clair que l'Etat ne viendra plus à la rescousse du mouvement ouvrier, même quand ses alliés traditionnels sont au gouvernement. C'est en tout cas l'expérience des syndicats, à des degrés variables, en Espagne, en Italie, aux Etats-Unis, en Suède, en France, au Royaume-Uni avec le New Labour, et c'est l'expérience qui attend sans doute demain les syndicats allemands maintenant que la social-démocratie « light », dominée par Gerhard Schröder a pris les choses en mains. »*

Au fond, on peut considérer Attac comme un mouvement de l'aristocratie ouvrière et de la petite bourgeoisie intellectuelle, à la recherche de « nouveaux » moyens d'action et de pression, maintenant que ces couches se retrouvent démunies de la présence de l'URSS pour peser et soutenir leur cause.

UN CAPITALISME CONTRE UN AUTRE ?

Les intellectuels d'Attac accordent une grosse importance à la prise du pouvoir du capitalisme financier, comme si le capitalisme était plus humain dans les périodes précédentes. Mais il était seulement contraint, du fait du rapport de forces mondial, à une attitude plus sociale, et encore, seulement dans les pays dominants, et seulement avec l'aristocratie ouvrière.

Certains de ses économistes parlent de coup d'état de la sphère financière qui aurait eu lieu en 1979, au temps de Reagan et Thatcher. Nous, nous préférons parler de changement de cap du capitalisme. Car si certains capitalistes ne font que dans l'industrie et la production, et d'autres ne font que dans la spéculation, il serait faux de croire que le monde capitaliste est

ainsi divisé en deux groupes d'individus physiquement différents. Depuis 1848, justement, bourgeoisie industrielle et bourgeoisie financière ont fusionné, d'une manière générale.

Aujourd'hui, il suffit de regarder un peu les activités des capitalistes pour voir que les mêmes qui ont une activité ouvertement centrée sur la production ont également développé des activités de plus en plus variées et nombreuses dans la finance. Faut-il rappeler qu'on retrouve les mêmes dirigeants qui participent à des conseils d'administration différents, banques, assurances, fonds de pension, industrie ?

Attac agit comme si le capitalisme était partagé en deux mondes distincts, et comme si l'on pouvait à nouveau convaincre les dirigeants politiques et économiques du monde bourgeois de reprendre une morale et un type d'activité correspondant à ce qui avait prévalu de 1945 à 1980.

C'est donc en reprenant une stratégie pratiquée par certaines franges mêmes de la bourgeoisie encore progressiste au début du 19^{ème} siècle que Attac envisage son rapport avec le monde ouvrier. L'article de Dan Gallin est une tentative de chercher une solution de rechange pour retrouver un moyen de pression perdu depuis dix ou vingt ans. Sa solution, c'est un peu celle des bourgeois d'avant 1848 : utiliser la force, le nombre, la révolte contenue des plus pauvres, que nous appelons la masse ouvrière, par distinction avec l'aristocratie ouvrière.

« Il faut, écrit-il, créer les conditions dans lesquelles la grande masse des travailleurs dans le monde puisse accéder à l'organisation syndicale : le taux de syndicalisation mondial reste en dessous de 13% (163 millions de syndiqués sur 1300 millions de travailleurs salariés – si l'on ajoute les travailleurs du secteur informel, ce taux descend à la moitié). (...) »

« Cela suppose aussi un effort systématique et soutenu pour syndiquer les travailleurs des STN (sociétés trans-nationales)... Bien que les 73 millions de travailleurs directement employés par les STN ne représentent qu'une minorité (même si, selon différentes estimations, ce chiffre peut être doublé ou triplé si l'on ajoute les sous-traitances), c'est la minorité la plus internationalisée et celle qui est stratégiquement la mieux placée dans l'économie mondiale pour peser sur les rapports de forces ».

Il est intéressant de regarder de près la sorte de syndicalisme que souhaite Attac pour le monde ouvrier : *« Il s'agit donc de réinventer la politique du syndicalisme, en prenant comme point de départ la défense de l'intérêt de ses membres à partir de l'entreprise. »* Rien à voir donc avec le syndicalisme des origines, qui alliait complètement la défense de la condition du travailleur avec sa lutte pour préparer un changement de la société.

Le syndicalisme de Attac aura comme préoccupations, selon Dan Gallin *« la satisfaction des besoins de base (...) la justice, l'égalité, la liberté –individuelle et non seulement celle des peuples (!), l'accès à la culture, l'Etat de droit »*. L'Etat de droit : c'est l'Etat actuel, tel qu'on le connaît en France, ou aux USA. Celui qui envoie les flics contre les manifestants, et jamais contre les patrons qui licencient. Celui qui accepte comme règle non écrite le travail salarié, qui est un vol et une exploitation.

« Dans les pays où un "nouveau syndicalisme" a pris son essor, observe Dan Gallin, il a eu des répercussions spectaculaires sur le taux d'organisation et sur les rapports de force sociaux : la Corée (avec le KCTU), la Brésil (avec la CUT et le MST), l'Afrique du Sud (avec

la Cosatu). Dans les trois cas, il s'agit d'organisations syndicales qui ont pris en charge les problèmes de l'ensemble de la société dont leurs membres font partie, avec des liens forts, notamment avec les communautés locales, et avec les projets politiques de réforme »

Et il conclut : « Tous ces mouvements sociaux représentent des intérêts convergents (...) Le mouvement syndical est seul à pouvoir jouer ce rôle. Nous connaissons ses faiblesses sur le plan international. Il n'en reste pas moins qu'il demeure le seul mouvement universel et démocratiquement organisé, avec une capacité de résistance remarquable : aucun mouvement ou institution, à part les Eglises, n'a survécu à deux guerres mondiales, et à deux régimes totalitaires d'une capacité de destruction sociale sans précédent dans l'histoire moderne ».

ATTAC EN FRANCE ET DANS LE MONDE

La première victoire du mouvement d'alter-mondialisation a été en avril 1998 la suspension des négociations de l'AMI (qui devaient donner de nouveaux avantages aux multinationales), suite à de fortes manifestations en France (siège de l'OCDE) aux USA et au Canada. Puis c'est probablement la réussite en novembre 1999 du blocage de la réunion de l'OMC à Seattle, aux USA, grâce à la présence de 40 000 manifestants, qui a ouvert au mouvement le succès qu'il a connu. En janvier 2001, le mouvement réussira aussi à construire son propre événement en faisant de Porto Alegre, au Brésil, sa capitale de l'antimondialisation, avec 15 000 personnes réunies en un premier Forum social mondial.

Fin 2001, le nombre des adhérents était de 28 000 à jour de leurs cotisations en France, et 230 comités locaux. 39 structures Attac avaient été créées dans le monde, notamment en Afrique, en Amérique latine, au Québec, au Japon, et dans la plupart des pays européens. Les chiffres sont restés depuis à ce niveau, puisqu'en août 2003, Attac France annonçait 23 000 adhérents.

A l'échelle mondiale, Attac et le mouvement anti-mondialisation forment un réseau sans aucune direction centrale, et où chaque organisation tient à préserver son autonomie.

On y trouve notamment : des mouvements pour l'annulation de la dette du tiers monde : Eurodad (réseau de 41 ONG), CADTM, Jubilee Sud ; des mouvements contre la spéculation financière et les paradis fiscaux : Halifax initiative, Attac ; des mouvements de défense de l'environnement : Amis de la Terre (ONG présente dans 66 pays), Sierra Club (USA, 700 000 adhérents), Greenpeace ; des mouvements de consommateurs : Conseil des Canadiens (contre le libre-échange), Public Citizen (USA, 100 000 membres), Navdanya (Inde, contre les OGM et le brevetage des plantes) ; des mouvements paysans : Confédération Paysanne (France), le Mouvement des Sans Terre (Brésil), Via Campesina (réclame une réforme agraire dans de nombreux pays) ; des organisations humanitaires : FIDH (Droits de l'homme), Amnesty International, Médecins sans Frontières ; et enfin des syndicats : CUT au Brésil, AFL-CIO aux USA, G10 en France, CGT espagnole, et une Confédération mondiale, la CISL (pour la défense des services publics).

La CISL est le regroupement, opéré du temps de l'URSS, de la plupart des syndicats du monde créés pour lutter contre les idées communistes, ou le simple soutien à l'URSS. Cette Confédération Internationale des Syndicats Libres est foncièrement anticommuniste.

La stratégie qui a réussi à rallier tous ces mouvements, c'est l'anti-mondialisation : on appelle à manifester lors des sommets des grands de ce monde. Mais pour quelle durée ? Il est bien difficile de le dire.

Plus récemment, Verdi, géant syndical allemand, a adhéré à Attac-Allemagne, où se trouvait déjà IG Metall. Verdi regroupe 3,2 millions de membres, dans les transports, la banque, l'assurance, le commerce, la poste, les employés, les médias et la culture. La CGT française a décidé de participer au prochain forum social européen.. Et la CES, Confédération Européenne des Syndicats, également. La CES est très liée à l'Union européenne, dont elle tire ses moyens financiers et sa force. En échange de quoi, c'est la Commission de l'Union européenne qui lui dicte son attitude politique.

ATTAC ET L'EXTREME GAUCHE

Ce qui fait avant tout la force de ce vaste regroupement, c'est qu'il n'y a pas grand chose d'attrayant à côté. Toutes les organisations liées à la gauche, syndicats traditionnels CGT CFDT pour la France, partis socialiste ou communiste, tous sont largement discrédités aux yeux de ceux qui veulent du neuf, et surtout aux yeux des jeunes générations, parmi lesquelles une partie voudrait sincèrement en découdre avec le système capitaliste.

Cela explique que Attac et ses consœurs attirent une partie de la jeunesse. Mais il y a une autre raison, qui tient à l'attitude de ceux dont ce devrait être le travail que de propager une attitude et une activité révolutionnaire. Des organisations comme le Parti des Travailleurs, ou Lutte Ouvrière, mais également dans une grande mesure la Ligue Communiste Révolutionnaire, ne peuvent être vues par les jeunes qui arrivent à la vie politique consciente que comme des institutions, presque à égalité avec les partis de gauche gouvernementaux. Comme eux, ils se montrent essentiellement lors des campagnes électorales. Comme eux, ce qui ressort de leur discours, c'est un caractère surtout revendicatif (« Interdiction des licenciements »), et bien rarement si ce n'est quasiment jamais une remise en cause globale de l'ensemble de la société. Or, le côté extrêmement varié et diversifié des organisations qui constituent Attac lui donne au contraire une impression de contestation globale de l'ordre en place.

De plus, une partie de cette extrême-gauche n'a pas hésité à colorier Attac en rouge. « *Le mouvement alter-mondialiste soulève des questions essentielles sur la dynamique barbare du capitalisme mondialisé et des interrogations prometteuses sur les moyens de construire une alternative* ». C'est Rouge, le journal de la Ligue Communiste Révolutionnaire, qui le dit (4 septembre 2003). Il ajoute : « *naturellement, ce mouvement ne débouche pas "spontanément" sur des réponses révolutionnaires. Mais par son développement propre, il appelle des réponses radicales...* » En clair, Attac n'est pas révolutionnaire, nous, nous le savons. Mais inutile de le dire ; au contraire, en le coloriant en rouge, ses participants ou une partie d'entre eux vont finir par découvrir d'eux-mêmes qu'il faut prendre la voie révolutionnaire. Ou peut-être même Attac tout entier le deviendrait-il ?

Nous ne croyons pas à de telles évolutions. Attac est marqué, comme tout objet vivant, par sa naissance et par son histoire. Il est né d'un désir d'économistes de remettre au goût du jour une vieille histoire de taxe, empruntée à un conseiller du capitalisme américain des années 1960. Il a rallié ensuite une nébuleuse d'organisations qui ont comme dénominateur commun de toutes refuser le communisme, l'abolition de la propriété privée, la révolution

sociale. Toutes ont appris à se développer et à militer dans le cadre du capitalisme, en voulant seulement en gommer certains aspects choquants. Aucune n'a comme programme de changer de système économique.

Certes, des organisations affichant clairement comme programme de sortir de la société capitaliste, il n'y en a pas beaucoup. Mais il y en a tout de même. En France, par exemple, on doit compter plusieurs milliers de militants qui y appartiennent.

Mais c'est Attac qui ne veut pas de leur présence. Car le programme d'Attac est clairement orienté d'une manière qui ne risque pas de déboucher vers des idées ou une pratique communiste. Le président d'Attac Jacques Nikonoff l'a écrit dans Libération : « *Au lieu de rassembler, l'extrémisme divise. Le verbiage, la violence, les gesticulations, le sectarisme qui marquent l'extrême gauche annonceront la défaite du mouvement si ce dernier devait y céder* ».

Par contre, Attac n'a aucun problème pour accepter en son sein, ou à sa direction des gens qui sont même encore des membres actifs, voire des responsables de partis comme le PS ou le PCF. Jacques Nikonoff est toujours membre du PCF. Fin 2002, Henri Emmanuelli, membre du PS, tendance Nouveau Monde, a adhéré à Attac. Jean-Louis Bianco aussi, toujours au PS, mais cette fois de la tendance Fabius. Cambadelis y est lui depuis 2001. Elisabeth Guigou s'est dit « intéressée ». Attac dispose d'une coordination à l'Assemblée nationale. Et les dirigeants de l'association déjeunent une fois par mois avec les parlementaires qui leur sont proches.

Sous le précédent gouvernement de « gauche plurielle », Attac était donc en bonne position. Son léger recul, ou du moins sa stagnation en France, est certainement liée à la défaite de cette gauche aux élections de 2001. A l'époque, Olivier Schramek, directeur de cabinet de Jospin, disait à Christophe Aguiton d'Attac, qu'il cherchait un conseiller en antimondialisation. Fabius s'était prononcé pour une taxe sur les mouvements internationaux de ventes d'armes. Attac pouvait donc avoir l'impression que son objectif essentiel, trouver l'oreille des gouvernants, était en bonne voie.

La voie par laquelle les masses exploitées retrouveront un jour le chemin de l'organisation, de la vie politique, n'est pas tracé. Ce sont des militants qui l'ouvriront. Mais cette voie nécessite un éclairage correct de la réalité. On peut décider de la faire passer par Attac, comme le fait la LCR, mais à condition de dire dans le même temps comment et pourquoi il faudra aussi en sortir. A condition d'utiliser la tribune d'Attac pour y clamer la nécessité d'en finir avec le capitalisme, la nécessité urgente d'une société réellement socialiste, réellement communiste. Et de souligner, au passage, l'impossibilité de réformer le capitalisme, de l'améliorer, de « *reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière* », comme le dit la plate-forme d'Attac international, de décembre 1998.

En tout cas, mieux vaut ne pas apporter sa petite caution de révolutionnaire intègre, qui n'a encore jamais participé aux diverses soupes gouvernementales au service de la bourgeoisie ; autant continuer son chemin en attendant de meilleurs auspices.

ENCORE UN EFFET DE L'EFFONDREMENT DE L'URSS

Nous sommes en train de vivre un complet retournement de situation dans l'histoire de la lutte des opprimés. En tout cas pour ce qui est de la lutte contre le système capitaliste.

Nous vivons sans doute une période comme jamais on n'en a connu quant aux dégâts occasionnés par ce système d'exploitation. Elle pourrait même tenir la comparaison avec les dégâts occasionnés lors de la crise de 1929, ou lors des deux guerres mondiales, tant la liste des dégâts actuels serait longue, variée, touchant à tous les aspects humains de la vie sociale.

Le système capitaliste aurait donc le plus besoin d'être ouvertement critiqué, dénoncé, montré du doigt pour ce qu'il est, et répudié moralement par ceux qui en souffrent, et ceux qui sont conscients des dégâts qu'il occasionne. Mais c'est au moment où ce besoin est le plus grand que la chose se fait le moins.

Pendant 70 ou 80 ans, du début des années 1920 au début des années 1990, la situation était tout à l'opposé. Un fort courant d'idées et de combats politiques se déclarait ouvertement contre le capitalisme en tant que tel, pour un changement radical de société. Même les courants politiques réformistes de cette époque, ceux qui se refusaient en réalité à vouloir la fin du capitalisme, se déclaraient en paroles révolutionnaires, et se comportaient souvent en pratique de manière radicale.

C'est la présence sur la carte politique mondiale d'une URSS malgré tout étrangère au capitalisme qui expliquait cette différence. Le fait que l'URSS ait duré autant lui a donné une auréole et une importance particulières. Le monde apparaissait comme possédant deux, donc plusieurs, possibilités. Alors qu'aujourd'hui une réalité unique semble dire que c'est là une loi éternelle.

Les intellectuels qui nous imposent les idées au service de la classe dominante ont fait basculer cette vision dans les têtes de 6 milliards d'hommes en quelques années. Désormais, le capitalisme apparaît unique, naturel, impensable à contester même en théorie. Rien d'autre ne semble avoir jamais existé, et n'existerait plus jamais.

Il est difficile d'imaginer ce qu'a pu être, dans la tête des opprimés des autres périodes de l'histoire du capitalisme, le sentiment populaire. Mais il est bien possible que nous vivions là une première dans l'histoire du capitalisme. Car même à ses débuts, dans la première partie du 19^{ème} siècle, le capitalisme a trouvé face à lui assez rapidement une force morale cohérente, solide, matérialisée par le mouvement ouvrier européen et ses diverses composantes politiques, donnant naissance à un espoir en une autre société. Et cet espoir était vivant, partagé par une frange plus ou moins importante, mais bien réelle, du prolétariat et des couches populaires.h

Aujourd'hui, cet espoir reste cantonné au mieux au sein de quelques milieux militants, mais qui n'osent guère aborder le problème lorsqu'ils s'adressent à l'extérieur de leurs organisations. Seuls peut-être certains anarchistes le font-ils encore. Mais certainement pas les trois grands mouvements trotskistes. La comparaison est frappante, par exemple, si l'on regarde le passé du journal Lutte Ouvrière. Durant les années 1975 à 1979, il consacrait un épais dossier à donner chaque semaine un point de vue socialiste révolutionnaire à un problème politique ou social. Il n'apparaît plus aujourd'hui que comme un journal de revendications d'ordre syndical ou politicien.

Le capitalisme triomphe : l'URSS n'est plus, l'idée même du socialisme et du communisme n'est plus portée par ceux qui s'en étaient donné la tâche. Et toute la situation des prolétaires, des opprimés en est marquée. La fin de l'URSS a amené à l'accélération de la fin de l'idée sociale utopique. Et la fin de l'expression de l'espoir social a fini d'enterrer l'URSS, et sa véritable histoire.

Le capitalisme exulte. Au point qu'il se taxe lui-même de « réformiste » : il fait la « réformes des retraites », la « réforme de l'Etat ». Non, le capitalisme ne se réforme pas plus lui-même qu'il n'a pu être un tant soi peu réformé par les réformistes lorsqu'ils triomphaient. Le capitalisme est irréformable. Il devra finir dans la douleur, dans la violence, car il ne vit qu'en engendrant jour après jour plus de douleur, plus de violence.

V

le 23 octobre 2003